

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC DE GRANVILLE, TERRE ET MER

197 avenue des Vendéens
BP 231
50400 Granville

Références : 2026 / 0032
Code AIOT : 0100300544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CC DE GRANVILLE, TERRE ET MER implanté Le Mallouet 50400 Granville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la fin de la période de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DE GRANVILLE, TERRE ET MER
- Le Mallouet 50400 Granville
- Code AIOT : 0100300544

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté de communes Granville Terre et Mer exploite une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Le Mallouet, autorisée par arrêté préfectoral du 21 avril 1982 et qui a réceptionné des déchets jusqu'en 1999. La phase de post-exploitation a démarré en 2001.

Sur ce site, sont également exploités :

- une déchetterie (récépissé de déclaration du 18 janvier 1995),
- un quai de transfert (arrêté préfectoral du 16 mai 2003).

Le quai de transfert a été construit au droit d'un ancien incinérateur exploité entre 1968 et 1982.

Un stock historique de mâchefers est présent au droit des parcelles 51 et 53.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Déchetterie

Il est constaté la présence de stock de matériels et déchets divers au droit de la parcelle n° 53, qui doit être nettoyée.

Afin de réduire le risque de pollution de la rivière en cas d'incendie et la dispersion de déchets, cette zone doit être maintenue la plus désencombrée et la plus propre possible en toutes circonstances.

La mise en conformité des installations en ce qui concerne le confinement des eaux incendie étant nécessaire (lagune non étanche), la collectivité travaille sur un projet de pôle environnemental à Saint Plancher (déchetterie + quai de transfert) qui conduira, à terme, à la cessation des installations de Mallouet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réaménagement de l'installation de stockage	Arrêté Préfectoral du 21/04/1982, article 24 et 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Fin de la période de post-exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37	Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection qu'en application des dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, la fin de la période de post-exploitation peut être prononcée, par voie d'arrêté complémentaire, sous réserve de :

- réaliser les compléments de travaux, notamment pour renforcer le confinement sur les flancs de l'ISDND,

- mettre en place un programme de surveillance environnementale et des installations.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens.

L'état des installations telles que réhabilitées est compatible avec un projet de parc photovoltaïque. Dans le cadre de ce projet :

- l'exploitant doit déposer une demande de modification des conditions d'exploitation de l'ISDND en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,
- une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique a été transmise le 1er octobre 2024,

L'inspection des installations classées émet les recommandations suivantes :

- prendre en compte des recommandations émises par le bureau d'études dans le diagnostic et le mémoire de réhabilitation,
- la pose des panneaux ne doit pas dégrader la couverture en place durant toute la vie du parc, y compris en phases chantier (pose et dépose) où une vigilance toute particulière doit être assurée,
- maintenir l'accessibilité aux installations de l'ISDND (regards, ouvrages de surveillance) et aux voies d'accès.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réaménagement de l'installation de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1982, article 24 et 25
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture des casiers de déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 24</u> La couche finale sera constituée uniquement de terre végétale sur une épaisseur minimum de 0.50 m afin de permettre la réutilisation agricole des sols. <u>Article 25</u> En attendant la réalisation définitive de l'aménagement de la décharge prévu, la couche finale de couverture devra être soigneusement nivelée et régularisée s'il y a lieu de façon à présenter en tous temps un aspect satisfaisant.
Constats : L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) a cessé de recevoir des déchets en 1999. Depuis cette date, aucun suivi particulier ni aucune surveillance environnementale n'ont été mis en place. Aucun réseau de collecte du biogaz ni des lixiviats n'a été installé. Dans le cadre d'un projet d'installation d'un parc photovoltaïque au droit de cette ISDND, la communauté de communes Granville Terre et mer a engagé des études puis des travaux de réhabilitation : <ul style="list-style-type: none">- diagnostic et esquisse des solutions de réhabilitation de l'ancienne décharge de Mallouet, commune de Granville (rapport d'avril 2022),

- mémoire de réhabilitation du site et demande d'instauration de servitude du 20 septembre 2024.

Les travaux de réhabilitation ont été réalisés en 2023 et 2024. Ils ont consisté en :

- un renforcement de l'épaisseur de la couverture sur une surface de 4000 m² car certaines zones présentaient une épaisseur insuffisante de 40 cm (terres issues de travaux d'aménagements d'un lotissement),
- couverture des déchets le long du fossé ouest,
- traitement du fossé sud pour créer un exutoire et éviter l'infiltration d'eau dans le massif de déchets,
- installation d'une clôture pour ceinturer le site.

Lors de la visite des installations, il a été constaté le bon état apparent de la couverture sur le dôme de l'ISDND. En revanche, il a été constaté la présence de déchets sur les flancs en plusieurs endroits, avec des indices d'intrusions de rongeurs (flanc au sud-est, à l'est, au nord-ouest).

Il a également été constaté la présence :

- d'une stagnation de lixiviats (odeur marquée lors de la visite) à l'angle central constitué à l'interface des parcelles 45, 45 et 57 qui constitue un point bas,
- d'une stagnation des eaux de pluie au niveau du fossé sud qui a été repris dans le cadre des travaux précités,
- d'une dégradation d'un regard présent sur le dôme, générant un risque de chute,
- sur le flanc ouest, la chute d'un arbre situé au droit du flanc de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les flancs de l'ISDND doivent faire l'objet d'un complément de confinement afin d'éviter tout risque de dispersion des déchets, mais également pour limiter les infiltrations d'eau au sein du massif de déchets. Les dégradations par intrusion de rongeurs doivent être jugulées.

La zone de stagnation des lixiviats au nord du site doit être traitée.

Le fossé sud doit être reprofilé afin d'assurer un bon écoulement des eaux de ruissellement.

Le regard endommagé situé sur le dôme doit être réparé afin d'éviter tout risque de chute. Un repérage et un affichage doivent être mis en place afin d'éviter tout risque de nouvelle dégradation.

La zone ouest doit être sécurisée à l'égard du risque de chute des arbres qui constituent la haie. Cette haie se situant au droit du flanc ouest, le confinement du flanc de l'ISDND doit être repris le cas échéant.

D'une façon générale, des rondes périodiques doivent être réalisées afin de suivre l'état général des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fin de la période de post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37

Thème(s) : Risques chroniques, Fin de la période de post-exploitation

Prescription contrôlée :

[...] Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt

comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;
- mesure la qualité des lixiviats ;
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place. Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 35 ;
- démontre « la maîtrise des impacts » sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 38 ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 7 ;
- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

Constats :

Comme indiqué précédemment, la communauté de communes Granville Terre et mer a engagé des études puis des travaux de réhabilitation :

- diagnostic et esquisse des solutions de réhabilitation de l'ancienne décharge de Mallouet, commune de Granville (rapport d'avril 2022),

- mémoire de réhabilitation du site et demande d'instauration de servitudes du 20 septembre 2024.

L'ISDND est située le long de la rivière la Saigue, qui s'écoule en contre-bas au sud. Les déchets s'appuient sur une digue installée sur la totalité du flanc sud de l'ISDND. La nappe d'accompagnement de la Saigue est affleurante en période de hautes eaux, avec des résurgences locales, à l'ouest du site.

Outre une étude historique et documentaire, les investigations ont consisté en :

- la réalisation de sondages et fouilles pour caractériser la couverture,
- un état des lieux et repérage des réseaux de collecte des eaux,
- la réalisation de 18 prélèvements d'eau : au sein de la Saigue amont et aval, eaux souterraines (3 piézomètres), lagune, différents points dans des fossés et sources,
- la réalisation de mesures de biogaz au sein de 10 piézairs.

Ces investigations ont permis de mettre en évidence :

- une dégradation de la qualité de la nappe des alluvions à proximité immédiate du massif de

déchets, qui n'affecte pas la qualité de la Saigue,

- un risque potentiel d'exposition de bétail pouvant s'abreuver dans les émergences non potables à l'aval ouest du site,

- un risque de chute au niveau des regards situés sur le massif de déchets (dégradations).

Les recommandations du bureau d'études sont les suivantes (hors travaux décrits précédemment) :

- suppression du risque d'exposition du bétail à l'ouest par le rachat des terrains et la pose d'une clôture : la communauté de communes a indiqué avoir engagé les démarches d'achat des parcelles 60 et 61, mais qui restent infructueuses jusqu'à présent,

- affichage des risques de chute au niveau des trois regards situés sur le dôme (voir point de contrôle n° 1),

- réaliser une surveillance environnementale du site (eaux de surface, eaux souterraines) ainsi qu'une surveillance des ouvrages et de la couverture : cette surveillance n'a pas été mise en place (voir point de contrôle n° 1),

- instaurer des restrictions d'usage : le dossier de demande a été déposé.

S'agissant du projet de parc photovoltaïque, le bureau d'études identifie les contraintes suivantes :

- *"la préservation de la couverture impose :*

- *de ne pas recourir à des fondations profondes type pieux, vis..., le lestage des panneaux sera privilégié. Les charges attendues n'engendreront pas de tassements contraignants et ne constituent pas une contrainte,*
- *le décaissement de la couverture pour ancrage des semelles/lests n'excédera pas 20 cm et fera l'objet de sols d'apport si besoin,*

- *risque ATEX : le milieu déchet est considéré comme zone ATEX. L'enfouissement des lignes électriques dans la couverture, milieu non ATEX, n'excédera pas 30 cm,*

- *la crête du talus sud ne devra pas faire l'objet de surcharges lourdes (local batterie, transformateur...). Ces dernières seront posées avec un retrait d'au moins 5 m par rapport à la crête de talus."*

S'agissant de la surveillance environnementale, le mémoire de réhabilitation propose la surveillance des eaux de la Saigue (amont/aval) et des eaux souterraines au niveau de la lagune. Or, cette lagune, qui n'est pas étanche, est certes en aval d'une partie du massif de déchets, mais collecte également les eaux de ruissellement de la déchetterie et du quai de transfert. Les eaux ne sont pas représentatives des eaux souterraines circulant au droit du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il ressort de ces éléments qu'un projet de parc photovoltaïque est compatible avec l'ISDND telle que réhabilitée, sous réserve du respect de mesures visant à préserver l'intégrité de l'installation. Une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique a été transmise le 1er octobre 2024. L'installation d'un parc photovoltaïque constitue une modification des conditions d'exploitation des installations, qui doit faire l'objet d'un dossier de demande de modification en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées émet les recommandations suivantes :

- la pose des panneaux ne doit pas dégrader la couverture en place durant toute la vie du parc, y compris en phases chantier (pose et dépose) où une vigilance toute particulière doit être assurée,

- assurer l'accessibilité aux installations de l'ISDND (regards, ouvrages de surveillance) et aux voies d'accès.

La fin de la période de post-exploitation peut être prononcée, par voie d'arrêté complémentaire, sous réserve de :

- réaliser les compléments de travaux décrits au point de contrôle n°1,
- mettre en place un programme de surveillance environnementale et des installations.
Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois